

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 07 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAPEDE (SARL)

1051 Chemin des Carrières de Pierre
84410 Crillon-le-Brave

Références : D-0155-2023
Code AIOT : 0006402056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement SAPEDE (SARL) implanté Les Boissières 1051 Chemin Carrières de Pierre 84410 Crillon-le-Brave. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPEDE (SARL)
- Les Boissières 1051 Chemin Carrières de Pierre 84410 Crillon-le-Brave
- Code AIOT : 0006402056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAPEDE SARL exploite une carrière au lieu-dit « les Boissières », sur la commune de CRILLON LE BRAVE. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010, modifié par l'arrêté complémentaire du 22 novembre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection ;
- périmètres d'autorisation et d'extraction, bornage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	mesures particulières de protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 14.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 5 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale du périmètre d'exploitation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. [...]

Constats : le plan topographique du 27/11/2020 présenté en inspection mentionne un délaissé de 5 mètres le long de la limite nord de la parcelle AK 209. L'exploitant précise que la bande de 10 mètres a été réduite le long de la limite nord, afin de permettre la manœuvre des engins au niveau du carreau.

Concernant le dossier de demande d'autorisation (DDAE), il mentionne :

- une superficie du périmètre d'autorisation de 6 490 m² et du périmètre d'extraction de 4 000 m² ;
- le maintien de la bande périphérique des 10 mètres, aucune dérogation n'étant demandée à ce sujet.

Or, la déduction d'une bande de 10 mètres sur l'ensemble de la périphérie de la parcelle AK 209 conduit à une surface exploitable de 3 360m² environ et non 4 000m² : les données relatives aux surfaces, mentionnées dans le DDAE d'octobre 2009, semblent donc inclure un délaissé de 5 mètres en limite nord, sans toutefois qu'une dérogation ait été sollicitée, ni reprise dans l'arrêté d'autorisation de la carrière.



Limite nord de la parcelle AK 209

Observations : afin de compléter les données mentionnées dans le DDAE de 2009 et permettre à madame la Préfète d'autoriser une dérogation à l'obligation de délaissé de 10 mètres en périphérie du périmètre d'autorisation, l'exploitant doit, sous 3 mois, faire réaliser une étude géotechnique se positionnant sur la stabilité des terrains le long de la limite nord du site. Cette étude devra définir la largeur minimale du délaissé nécessaire en limite de site pour assurer la stabilité des terrains au regard, d'une part, de la topographie et de la nature des terrains adjacents et, d'autre part, des côtes de fond de fouille qui seront atteintes au terme des opérations d'extraction.

Cette étude sera transmise à réception à madame la préfète, ainsi qu'au service de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; une borne, au moins, sera rattachée au NGF. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : seule la présence d'une borne OGE a pu être constatée le jour de l'inspection, à l'angle sud ouest du site.
Observations : l'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le bornage de l'ensemble des points nécessaires à la détermination du périmètre d'autorisation. Le plan de bornage, faisant apparaître notamment la largeur effective du délaissé situé le long de la limite nord de la carrière, sera transmis à madame le Préfète et au service de l'inspection des installations classées sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis à vis des tiers et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : <u>constat le 15/11/2016</u> : l'exploitant doit clôturer l'ensemble de son site. En réponse, l'exploitant s'est engagé à renforcer ses clôtures d'ici fin août 2017. <u>constat le 09/02/2023</u> : depuis la dernière inspection, la clôture a été renforcée le long de la limite sud de la carrière, qui est limitrophe avec une zone d'habitations. L'accès à la zone d'extraction est également limité par des merlons, des blocs de rochers et une chaîne au niveau de la voie d'accès au carreau. L'accès au site depuis la voie publique est quant à lui limité par une barrière, une haie et un merlon. Toutefois, aucune clôture n'a été mise en place pour interdire l'accès au site depuis la voie publique.



Abords de la voie publique non cloturés

Observations : l'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son dispositif de limitation des accès en mettant en place une clôture le long du domaine public. Il doit également s'assurer de la continuité des dispositifs de limitation des accès (blocs de rochers, grillage) au nord de la carrière (zone limitrophe avec la carrière Pesce).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : mesures particulières de protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, mesures particulières de protection des milieux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un suivi annuel de l'état des habitats recensés sera assuré par des spécialistes scientifiques pendant toute la durée de l'exploitation.

Constats :

constat le 15/11/2016 : l'exploitant n'a pas fait réaliser le suivi annuel des habitats recensés.

En réponse, l'exploitant s'est engagé à prendre contact avec naturalia pour un diagnostic et, à la suite de celui-ci, à faire une proposition sur le bienfondé de ce type de suivi.

constat le 09/02/2023 : à la suite de la dernière inspection, l'exploitant a fait réaliser par la société Naturalia en 2017 un diagnostic faune / flore simplifié. Une note de synthèse a été remise par le bureau d'étude qui conclut que "*Les relevés effectués dans la carrière SAPEDE mettent en évidence une capacité d'accueil très faible pour la faune et la flore. Aucun taxon à enjeux n'a été mis en évidence et les potentialités restent très faibles, y compris pour des espèces plus communes. Dans ce contexte, il apparaît peu pertinent de mettre en place un suivi annuel d'espèces ou de groupes indicateurs car les possibilités de colonisation sont maigres, compte tenu des modalités d'exploitation actuelles. Un suivi quinquennal semble plus approprié, ciblé sur les groupes suivants :*

- Les amphibiens en période printanière (mars-mai) ;
- La flore et les habitats naturels (avril-juin)."

Aucun nouvel inventaire n'a été réalisé depuis cette date. Il a toutefois présenté un devis du

16/01/2023 pour la réalisation d'un suivi écologique par la société Naturalia.
Observations : l'exploitant doit, sous 3 mois, lancer un nouveau suivi écologique de sa carrière, tel qu'a minima celui préconisé en 2017. Le lancement de ces démarches sera justifié auprès de madame la Préfète par la transmission d'un bon de commande signé auprès d'un bureau d'étude compétent, selon le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel portent le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, avec la précision liée aux objectifs définis dans l'étude correspondante, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<p>Constats :</p> <p><u>constat le 15/11/2016</u> : l'exploitant doit transmettre un plan à l'échelle adaptée, reprenant l'ensemble des informations requises à l'article 7.7 de son arrêté.</p> <p>En réponse, la société sapede a indiqué que le plan d'exploitation a été complété le 15/02/2017 par le cabinet argenas avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites de 50m autour de l'autorisation, - les courbes de niveau, - les bords de fouille. <p>L'exploitant précise qu'aucune zone n'a été remise en état.</p> <p><u>constat le 09/02/2023</u> : l'exploitant a présenté un plan daté du 11/01/2023, présentant l'ensemble des informations requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] un contrôle des niveaux sonores sera réalisé trois mois au plus tard après le début de l'exploitation puis renouvelé annuellement.</p>
<p>Constats : l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des niveaux sonores, réalisé le 2 décembre 2021 (mesures conformes). L'exploitant précise que les mesures prévues fin 2022 seront réalisées au printemps 2023.</p>

Observations : l'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser la mesure annuelle des niveaux sonores de sa carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois